



BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE
EUROSYSTEME

Communiqué de presse

16 novembre 2022

La *Financial Stability Review* de la BCE montre un accroissement des risques en raison de la détérioration des conditions économiques et financières

- Les ménages et les entreprises sont confrontés à de multiples défis, tels que la détérioration des perspectives économiques, l'accélération de l'inflation et le durcissement des conditions financières
- La moindre liquidité de marché accroît les risques d'ajustements désordonnés des prix des actifs, ce qui pourrait mettre à l'épreuve la capacité de résistance des fonds d'investissement
- Les gouvernements devraient s'assurer que le soutien aux secteurs vulnérables est ciblé et n'interfère pas avec la normalisation de la politique monétaire

Les risques pesant sur la stabilité financière dans la zone euro se sont accrus dans un contexte de flambée des prix de l'énergie, d'inflation élevée et de faible croissance économique, comme le montre la *Financial Stability Review* de novembre 2022 publiée ce jour par la Banque centrale européenne (BCE). Dans le même temps, les conditions financières se sont durcies, les banques centrales prenant des mesures pour maîtriser l'inflation.

« Les particuliers et les entreprises ressentent déjà l'impact de la hausse de l'inflation et du ralentissement de l'activité économique », a déclaré le vice-président de la BCE Luis de Guindos. « Nous estimons que les risques pesant sur la stabilité financière ont augmenté et que la probabilité d'une récession technique dans la zone euro est devenue plus forte. »

Ces évolutions récentes accentuent la vulnérabilité des ménages, des entreprises et des gouvernements qui détiennent davantage de dette. Elles accentuent également les tensions sur les marchés financiers et mettent à l'épreuve la capacité de résistance des fonds d'investissement. De

Banque centrale européenne

Direction générale de la Communication, Division Rédaction
Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France

plus, ces vulnérabilités pourraient toutes se manifester simultanément, se renforçant potentiellement entre elles.

Les défis auxquels est confronté le secteur des entreprises se sont intensifiés dans un contexte de renchérissement de l'énergie et d'augmentation des coûts d'autres intrants, leurs prévisions de bénéfiques s'inscrivant en baisse en raison de la hausse des coûts de financement. Si les perspectives se détériorent à nouveau, on ne peut exclure une hausse de la fréquence des défaillances d'entreprises, en particulier parmi les entreprises à forte intensité énergétique.

L'inflation, ainsi que la flambée des factures de gaz et d'électricité, affecte également les ménages, affaiblissant leur pouvoir d'achat et réduisant potentiellement leur capacité à rembourser leurs prêts. Les ménages à faibles revenus qui consacrent généralement une part plus importante de leurs revenus à l'énergie et aux produits alimentaires sont plus particulièrement touchés.

Les entreprises et les ménages ayant de plus en plus de difficultés à rembourser leurs dettes, les banques pourraient subir des pertes de crédit plus élevées à moyen terme. Si la rentabilité du secteur bancaire s'est récemment redressée du fait de la hausse des taux d'intérêt, les premiers signes d'une détérioration de la qualité des actifs sont toutefois apparus, ce qui pourrait nécessiter une augmentation des provisions.

De nombreux gouvernements ont apporté un soutien budgétaire aux entreprises et aux ménages pour atténuer l'impact du renchérissement de l'énergie. Toutefois, les niveaux élevés d'endettement public après la pandémie, conjugués à un durcissement des conditions de financement, limitent les possibilités de mesures d'expansion budgétaire n'entraînant pas de risques pour la soutenabilité de la dette. Les mesures de soutien devront donc être temporaires et cibler ceux qui sont le plus affectés.

L'incertitude qui entoure les perspectives d'inflation et les taux d'intérêt a accru le risque d'ajustement désordonné des prix des actifs sur les marchés financiers, en dépit de récentes corrections. De nombreux fonds d'investissement restent fortement exposés à de nouvelles moins-values et pertes de crédit. Ceux affichant une importante inadéquation structurelle de la liquidité et de faibles volants de liquidité sont particulièrement vulnérables aux perturbations sur les marchés et aux sorties de financement. La liquidité moins abondante sur certains marchés financiers pourrait également compliquer les ajustements de portefeuille et les levées de fonds. Elle accentue également le risque d'appels de marge plus importants que prévu, ce qui pourrait aggraver la dynamique de marché défavorable si les fonds d'investissement sont contraints de vendre des actifs pour y répondre.

Globalement, le système bancaire de la zone euro est capable de faire face à de nombreux risques, notamment grâce aux réformes réglementaires et prudentielles menées au cours de la dernière

Banque centrale européenne

Direction générale de la Communication, Division Rédaction
Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France

Communiqué de presse / 16 novembre 2022

La *Financial Stability Review* de la BCE montre un accroissement des risques en raison de la détérioration des conditions économiques et financières

décennie. Étant donné la détérioration des perspectives économiques et financières, des politiques macroprudentielles ciblées, telles que les coussins de fonds propres, peuvent contribuer à renforcer encore davantage la capacité de résistance du système financier.

La persistance de vulnérabilités et de risques dans le secteur financier non bancaire nécessite un suivi attentif de la part des autorités de surveillance concernées. Il est urgent d'accomplir des progrès en matière de cadres réglementaires afin d'améliorer la capacité de résistance de ce secteur, en particulier pour remédier à l'inadéquation de la liquidité et faire face à l'endettement.

**Pour toute demande d'information, les médias peuvent s'adresser à [Daniel Weber](#),
au : +49 172 8344 539.**

Banque centrale européenne

Direction générale de la Communication, Division Rédaction
Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France